

Dossier

441 LUTTE CONTRE LE TERRORISME : NOUVEAUX MOYENS

459

L'avenir du suspect (suite...)

Christian Guéry

463

L'information de l'assemblée générale
des magistrats en matière de politique
pénale d'après la loi du 25 juillet 2013

Camille Mansioni

493

Prescription des peines :
nouveau « bug juridique » Perben 2

Martine Herzog-Evans

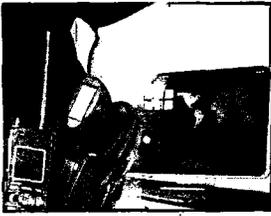
DALLOZ

435 Éditorial

438 Au fil du mois

441 Dossier

LUTTE CONTRE LE TERRORISME : NOUVEAUX MOYENS



La politique d'incrimination du terrorisme à la lumière de la législation récente

par Yves Mayaud442

Le terrorisme face au cyberspace
De l'anticipation des risques à la répression

par Myriam Quéméner.....446

Accès à un compte de données personnelles à l'insu de son titulaire : aspects techniques et juridiques
par David Bénichou451

Le gel des avoirs terroristes en application du règlement UE n° 2580/2001
par Chantal Cutajar455

459 Pratiques

L'avenir du suspect (suite...)

par Christian Guéry459

L'information de l'assemblée générale des magistrats en matière de politique pénale d'après la loi du 25 juillet 2013

par Camille Miansoni.....463

400 Jurisprudence

ARRÊT DU MOIS : CRIM. 14 MAI 2013, N° 11-86.626

Précisions sur la coexistence de la recherche de l'auteur d'une violation du secret de l'instruction et du principe du secret des sources des journalistes

par Jérôme Lasserre Capdeville467

Pénal général

LÉGALITÉ DES DÉLITS ET DES PEINES

Inconstitutionnalité du délit de perception frauduleuse de prestations sociales

Cons. const. 28 juin 2013, n° 2013-328 QPC.....471

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Quand le droit prime l'émoi

Paris, 4^e ch. instr., 17 mai 2013.....472

En bref

PEINE

Le contrôle scrupuleux de la Cour de cassation en matière de motivation d'une peine d'emprisonnement

Crim. 17 avr. 2013, n° 12-86.054.....473

Infractions

CONSOMMATION

Précisions sur le contenu du délit de publicité en faveur du tabac et l'action civile applicable en la matière

Crim. 23 avr. 2013, n° 12-83.244.....474

DIFFAMATION

Bonne foi et interdiction de rappeler des condamnations amnistiées

Crim. 16 mai 2013, n° 12-19.783476

INJURE

Il y a offense et offense !

CEDH 14 mars 2013, n° 26118/10, *Eon c/ France*477

En bref

CIRCULATION ROUTIÈRE

Excès de vitesse : conséquences de l'absence d'identification du conducteur

Crim. 17 avr. 2013, n° 12-87.490.....479

DIFFAMATION

Un mail personnel est une correspondance confidentielle

Crim. 14 mai 2013, n° 12-84.042.....479

Procédure pénale

CRIMINALITÉ ORGANISÉ

Écoutes téléphoniques : pas de nullité si l'existence et la teneur de la requête du procureur peuvent être établies

Crim. 5 mars 2013, n° 12-88.167479

PRESCRIPTION PÉNALE

Point de départ de la prescription de l'abus de biens sociaux : précisions sur la dissimulation

Crim. 30 janv. 2013, n° 12-80.107481

SAISIE

Précisions sur la notion de bien à la « libre disposition » du mis en examen

Crim. 23 mai 2013, n° 12-87.473482

Exécution des peines

PEINE

Pas de QPC pour les violations du procès équitable dans l'exécution des peines

Crim. 1^{er} sept. 2011, n° 11-90.070
et Crim. 15 mars 2011, n° 11-90.005.....484

Double validation par la jurisprudence de la règle de non comparution du condamné devant la CHAP

Crim. 20 mars 2013, n° 13-90.001 QPC
et Lyon, CHAP, 3 juill. 2013, n° 13.00243486

Derniers soubresauts dans l'affaire du « bug juridique » de l'article 721 du code de procédure pénale

Crim. 8 nov. 2013, n° 10-80.586489

Suspension médicale de peine, expertises défavorables et dignité : le juge doit ordonner une nouvelle expertise ou passer outre

Crim. 26 juin 2013, n° 12-88.284.....491

Prescription des peines : nouveau « bug juridique » Perben 2

Crim. 26 juin 2013, n° 12-88.265493

Droits de l'homme : droit de toute personne condamnée à la réclusion criminelle à perpétuité d'avoir une perspective de libération

CEDH 9 juill. 2013, n° 66069/09, 130/10, 3896/10, *Vinter et autres c/ Royaume-Uni*494

PRISON

Fouilles systématiques des détenus : le Conseil d'État encadre le recours aux réglementations locales

CE 6 juin 2013 n° 368816, *Section française de l'OIP*
et n° 368875, *M. E.*497

CIRCULATION ROUTIÈRE	EXCÈS DE VITESSE	
	■ Responsabilité pécuniaire.....	479
DIFFAMATION	BONNE FOI	
	■ Rappel de condamnations amnistiées.....	476
	CORRESPONDANCE CONFIDENTIELLE	
	■ Mail personnel.....	479
ENQUÊTE	ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES	
	■ Criminalité organisée.....	479
	SUSPECT	
Pratique	■ Évolution de la procédure pénale.....	459
INJURE	LIBERTÉ D'EXPRESSION	
	■ Offense au chef de l'État.....	477
INSTRUCTION	COLLÉGIALITÉ	
Actualité	■ Réforme.....	438
	VIOLATION DU SECRET	
Arrêt du mois	■ Secret des sources des journalistes.....	467
LÉGALITÉ DES DÉLITS	ÉGALITÉ DEVANT LA LOI	
	■ Fraude aux prestations sociales.....	471
PEINE	AMÉNAGEMENT DE PEINE	
	■ Non comparution du condamné.....	486
	CRÉDIT DE RÉDUCTION DE PEINE	
	■ Application de la loi pénale dans le temps.....	489
	■ Règles du procès équitable.....	484
	EXÉCUTION	
	■ Prescription.....	493
	MOTIVATION DE LA PEINE	
	■ Contrôle de la Cour de cassation.....	473
	PEINE PERPÉTUELLE	
	■ Traitement inhumain et dégradant.....	494
	SUSPENSION MÉDICALE	
	■ Expertises.....	491
POLITIQUE PÉNALE	COMMUNICATION DU PROCUREUR	
Pratique	■ Assemblée générale des magistrats.....	463
PRESCRIPTION	PEINE	
	■ Acte interruptif.....	493
	POINT DE DÉPART	
	■ Abus de biens sociaux.....	481
PRISON	CONDITIONS DE DÉTENTION	
Actualité	■ Avis du contrôleur général.....	439
	FOUILLES CORPORELLES	
	■ Proportionnalité.....	497
PUBLICITÉ EN FAVEUR DU TABAC	SUPPORT	
	■ Action civile.....	474
RESPONSABILITÉ PÉNALE	FAUTE CARACTÉRISÉE	
	■ Amiante.....	472
SAISIE	SAISIE À TITRE CONSERVATOIRE	
	■ Bien à la « libre disposition ».....	482
TERRORISME	MOYENS DE LUTTE	
Dossier	■ Accès à un compte de données personnelles.....	451
Dossier	■ Évolution des incriminations.....	442
Dossier	■ Procédure de gel des avoirs.....	455
Dossier	■ Terrorisme et cyberspace.....	446